

Le chef de l'industrie de fabrication commente: «Mieux vaut tard que jamais». Mais y a-t-il actuellement en cours des négociations qui devront atteindre leur point culminant à l'occasion des séances de négociations du GATT à Genève en janvier? Voilà bien des années que nous devrions avoir une stratégie industrielle, et aux fins de ces négociations du GATT, nous aurions sûrement dû en avoir une depuis un an. Nous ne la voulons pas pour la fin de 1978, alors que les négociations auront pris fin et que les décisions auront été prises. Qu'est-ce que c'est que cette façon de procéder du gouvernement du Canada? On l'en excuserait peut-être si les libéraux n'avaient accédé au pouvoir que depuis trois ou six mois, mais ils ont pris le pouvoir en 1963, et la clique actuelle est en place depuis 1968.

Je vais maintenant passer au rapport du Conseil des sciences du Canada, organisme indépendant institué et financé par le gouvernement du Canada mais à qui ont a fort louablement donné toute liberté d'exprimer ses opinions sans craindre la censure—j'espère que cela continuera. Quelles perspectives prévoit-il dans son rapport d'octobre 1977 pour notre industrie manufacturière? Parlant de la première étape d'un programme industriel à long terme qu'il est en train d'entreprendre, il a dit:

● (1552)

L'industrie canadienne est chroniquement et gravement malade. En effet, les industries canadiennes sont en train de se laisser rapidement distancer par les autres pays, et, par contre-coup, le Canada fonde ses espoirs sur le secteur des ressources, qui, dans sa forme actuelle, ne peut suffire à hausser ni même à maintenir le niveau de vie que la plupart des Canadiens prennent pour acquis.

C'est la conclusion de l'étude du Conseil des sciences du Canada. Quand j'ai demandé au ministre ce qu'il en pensait, il a dit qu'il n'était pas d'accord. Il est assez surprenant qu'il ne soit pas d'accord, monsieur l'Orateur, mais il n'a pas dit pourquoi. Toutefois, plus tard au cours de la même réunion du comité des finances, quand j'ai signalé que c'était un organisme financé par le gouvernement du Canada qui n'a pas d'intérêts particuliers à défendre, comme en fait foi la transcription des délibérations du comité, le ministre rétorque: «ce ne sont pas les meilleurs hommes d'affaires du monde cependant». Il a donc dénigré et insulté les gens du Conseil des sciences du Canada. Qui pourrait, après cela, avoir foi en ce rapport? Je ne sais pas s'ils sont les meilleurs hommes d'affaires du monde, mais ce sont des hommes d'affaires et des universitaires éminents et le ministre aurait dû s'abstenir de les insulter d'une manière aussi gratuite.

J'aimerais examiner plus en détail le rapport du Conseil des sciences, qui n'est pas long. A la page 2, il dit que l'industrie canadienne n'a visiblement pas amélioré ses techniques, et que celles-ci sont en fait dépassées. Il ajoute que le Canada exporte proportionnellement moins de réalisations technologiques et que bien des industries productrices sont incapables de concurrencer les étrangers sur le marché canadien encore moins d'exporter, monsieur l'Orateur. Il signale que les occasions d'emploi pour les scientifiques, les ingénieurs, les détenteurs de maîtrises en administration commerciale, les cadres supérieurs et autres spécialistes sont rares ou non existantes.

Il conclut que presque tous les secteurs de l'industrie manufacturière canadienne montrent des signes de faiblesse. Les industries qui reposent sur des techniques établies, comme les textiles, le vêtement et le cuir, succombent à la vive concurrence étrangère qui s'exerce sur le marché canadien. Le sec-

Commerce extérieur

teur des ressources, dit-il, est peut-être aussi chancelant. Ce sont les conclusions auxquelles en sont arrivés les gens intelligents qui ont fait une étude approfondie de la situation. Ils signalent ensuite qu'en 1975 nous avons accusé un déficit record de 5.1 milliards de dollars au compte courant de la balance des paiements. J'ai vérifié le chiffre aujourd'hui et après la dernière correction le déficit se situe à 4.78 milliards. En 1976, le chiffre a été de 4.19 milliards. Pour les trois premiers trimestres de cette année, on estime actuellement ce déficit à 4.63 milliards. C'est un bilan assez sombre.

A la page 5 du rapport, on signale que la capacité industrielle du Canada est tombée jusqu'à environ 8 p. 100 pendant le troisième trimestre de 1975. Au cours des trois premiers trimestres de 1977, elle est passée de 81.4 p. 100 à 84.3 p. 100, puis à 83.4 p. 100. Autrement dit, l'industrie du Canada ne fonctionne qu'à 83 p. 100 de sa capacité. Pour ce qui est des possibilités d'emplois, selon le rapport, 1976 a été la pire année depuis la dépression des années 30 pour les diplômés d'université et les nouveaux venus sur le marché du travail. Ce ne sont pas des déclarations partiales, monsieur l'Orateur, mais les conclusions du rapport publié par le Conseil des sciences du Canada.

Le rapport énumère ensuite diverses industries qui éprouvent des difficultés. Nos industries de la fabrication ne sont pas assez compétitives. A la page 6 du rapport, on parle des différences de productivité entre le Canada et les États-Unis et de l'augmentation rapide des traitements et des salaires. En 1975, pour la première fois depuis 1960, le Canada a subi un déficit de son compte du commerce des marchandises de 639 millions de dollars. Je pense que Statistique Canada a maintenant indiqué que le déficit s'élevait à 534 millions de dollars. Nous avions un surplus d'un milliard de dollars en 1976 et on prévoit que le surplus atteindra 2.8 milliards de dollars cette année. C'est cependant inférieur au surplus que nous avions auparavant, surtout si l'on tient compte de l'inflation des trois ou quatre dernières années. Ce document ne nous donne donc aucune raison d'être optimistes. La page 8 du rapport contient la déclaration suivante:

La part du Canada dans les exportations mondiales a baissé de 5.4 p. 100 en 1970 à 3.8 p. 100 en 1975. Pendant la même période, les importations (en pourcentage du marché intérieur) sont passées d'environ 26 p. 100 à 33 p. 100...

Les importations de vêtements ont augmenté rapidement. Dans 18 de 19 groupes hautement technologiques, le Canada a subi des déficits croissants depuis 1970. Je n'ai pas le temps de les énumérer tous. Voilà certains des problèmes que nous devons résoudre, monsieur l'Orateur. Ce n'est certainement pas une situation que nous pouvons prendre à la légère.

La seule réponse donnée par le ministre aux questions que nous lui avons posées à la Chambre et en comité sur la situation économique, c'est que la baisse de la valeur du dollar canadien à 90c. a été une bonne chose. Il est ravi de la chute du dollar et s'il le pouvait, il le ferait tomber encore plus bas. Aujourd'hui, il vaut environ 91c. en devises américaines. Selon lui, c'est là le remède à tous nos maux. La seule stratégie adoptée par le ministre depuis son entrée en fonction a été de croire que la dévaluation réglerait tous nos problèmes.

D'autres gens ne sont pas du même avis, monsieur l'Orateur. Par exemple, M. George Post, président suppléant du Conseil économique du Canada, ne partage pas ce point de vue. Dans un récent discours devant le Canadian Men's Club, il a déclaré